

Monsieur le Directeur d'ÉLITE
98 rue Franklin LAURENCE
Millrum Grand-Case
97150 Saint-Martin

Accompagnement à la démarche achat (Accord-cadre à bons de commande de prestations de services divers)

Réf. : 2025_04_ELITE_AC

<p>CCTP Cahier des clauses techniques particulières</p>

Sommaire

PREAMBULE - DEFINITIONS	3
CONTEXTE ET OBJET DU MARCHE	3
PRESTATIONS ATTENDUES	3
DELAI D'EXECUTION	5
CADRE DE REPONSE TECHNIQUE	5
GARANTIE DE RESULTATS	5
Qualité de services	6
Forme des livrables	6
SUIVI DES PRESTATIONS	7
RESSOURCES MISES A DISPOSITION	7
Désignation d'un responsable de la conduite des prestations du marché	7
Mise en place d'une équipe dédiée et garantie de maintien des compétences	7
Garantie de continuité des prestations	8

Préambule - Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent au présent marché :

- Le pouvoir adjudicateur est l'ÉLITE (Établissement pour l'innovation et l'agrotransformation par l'excellence), ci-après désignée « l'Acheteur » portant le statut d'établissement public industriel et commercial ;
- Le « représentant de l'Acheteur » est la personne qui conclut le marché avec le Titulaire ;
- Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'Acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.
- Le sigle « CCTP » correspond au cahier des clauses techniques particulières.

1. Contexte et objet du marché

Saint-Martin est une île de la Caraïbe située au nord de l'arc antillais. Elle est partagée entre deux États : une partie française au nord (collectivité d'outre-mer de Saint-Martin) et une partie néerlandaise au sud (Sint Maarten).

Commune de Guadeloupe jusqu'en 2007, Saint-Martin est devenue avec la loi organique du 21 février 2007 une "collectivité d'outre-mer" (COM), reprenant l'ensemble des compétences précédemment dévolues à l'ancienne commune de Saint-Martin, mais aussi celles du département de la Guadeloupe, de la région Guadeloupe, ainsi que certaines compétences de l'État (tourisme, domanialité, fiscalité, urbanisme, etc.). Son statut lui confère donc des compétences extrêmement étendues.

Saint-Martin présente certaines spécificités structurelles (éloignement, insularité, dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, tissu local économique spécifique) qui influencent sensiblement la démarche d'achat publique.

L'un des leviers de cette démarche consiste à faciliter le recensement et l'accompagnement à l'expression des besoins des services métiers, à l'élaboration d'outils de pilotage pour les missions de la commande publique, ainsi qu'à la rédaction des pièces techniques et administratives nécessaires.

Dans ce contexte, l'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) ELITE joue un rôle structurant dans l'organisation de la filière viande à Saint-Martin. Créé pour mettre en œuvre un service public d'abattage et de transformation conforme aux normes sanitaires, environnementales et économiques en vigueur, ELITE a pour mission de gérer l'unité d'abattage et l'atelier de découpe rénovés. Il vise à garantir la qualité sanitaire des produits carnés, à structurer l'approvisionnement local en viandes issues des élevages insulaires, et à contribuer à la souveraineté alimentaire du territoire.

À moyen terme, ELITE porte une vision intégrée du développement des filières agricoles et halieutiques à Saint-Martin. L'établissement projette d'élargir son champ d'intervention en accompagnant les filières de la production végétale, des fruits et légumes, ainsi que la valorisation des produits issus de la pêche maritime et des élevages marins. Il ambitionne de soutenir l'innovation agricole et alimentaire, la diversification des circuits de production, et la structuration de chaînes logistiques locales durables, contribuant ainsi au renforcement de la résilience économique et nutritionnelle du territoire.

2. Prestations attendues

L'accompagnement souhaité doit permettre la mise en œuvre de la démarche d'achat dans le respect de la réglementation française en vigueur, du Code de la commande publique afin que celle-ci génère toute sa valeur pour une efficacité de la commande publique et dans le respect des principes du Code de la

commande publique.

S'il est commandé :

- Le titulaire procède au recueil des informations nécessaires à la collecte des besoins auprès de services métiers via des appels téléphoniques, des rendez-vous en Visio, des réunions in situ, via la mise en place d'un sourcing, d'une prise d'informations auprès des entreprises. Cette collection de données donne lieu à un livrable communiqué à la commande publique et aux services métiers concernés.
- Le titulaire rédige le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) en respectant la trame transmise par ÉLITE ou à défaut de le rédiger selon sa propre méthodologie. Pour réaliser sa mission, le Titulaire doit tenir compte des toutes les contraintes liées à la spécificité du projet voulu par ÉLITE et, notamment, le périmètre de ses besoins. Il doit porter une attention particulière aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur, mais aussi aux exigences et spécificités du projet impactant la rédaction du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Le titulaire rédige les pièces financières Bordereau de Prix Unitaires (BPU), et/ou les Décomposition du Prix Globales et Forfaitaires (DPGF) et/ou Détail Quantitatif Estimatif (DQE) et/ou Simulation Financière (SF) soit à partir des livrables, soit à partir de données transférées par l'Acheteur au titulaire. Ces documents sont transmis à la commande publique.
- Le titulaire rédige les pièces administratives Règlement de Consultation (RC), Cahier des Clauses Particulières (CCP) ou Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) à partir des pièces techniques qu'il a soit rédigées ou qui lui ont été communiquées par l'Acheteur.
- Le titulaire rédige les pièces techniques et administratives.
- Le titulaire publie le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sur la plateforme <https://www.marches-securises.fr/> et répond aux questions des opérateurs économiques sur la plateforme après avoir pris l'attache des services prescripteurs.
- Le titulaire procède à l'analyse des offres conformément au (RC).
- Le titulaire procède à la rédaction et publication des demandes complémentaires, négociation en fonction de la procédure, ainsi qu'à la récolte des réponses des opérateurs économiques.
- Le titulaire établit un rapport d'analyse des offres.
- Le titulaire établit un bilan d'étapes annuel qui récapitule tous les événements importants de l'année d'exécution, les éléments perturbateurs, les freins et limites rencontrés, ainsi que les leviers de réajustement vers une meilleure exécution de la démarche d'achat.
- Le titulaire met en place des formations aux enjeux de la démarche d'achats, in situ ou en Visio avec les services métiers afin de les sensibiliser à la collecte des besoins, à la définition des besoins, l'estimation financière de leurs besoins, la création d'outils de pilotage en interne de suivi de marché et d'exécution.
- Le titulaire est en étroite relation avec la commande publique, via des réunions hebdomadaires téléphoniques ou en visioconférence pour s'assurer du suivi de la démarche d'achat.

Un bon de commande est établi sur la base d'un devis ou tableau récapitulant le nombre de jours-hommes ou ½ journées nécessaires à la réalisation des tâches.

En début de marché, une réunion d'installation d'estimation des besoins doit permettre d'évaluer le devis qui permettra d'établir le premier bon de commande.

Notamment, les réunions hebdomadaires permettent de suivre l'avancée des prestations et d'ajuster aux besoins l'établissement des autres bons de commande.

3. Délai d'exécution

A titre indicatif, le délai d'exécution des prestations varie en fonction des dossiers, toutefois l'unité de mesure est le jour-homme soit 8 heures dans une journée ou ½ journée soit 4 heures. Le nombre de jours hommes nécessaire est déterminé au cas par cas.

4. Cadre de réponse technique

Pour l'ensemble des prestations, l'Acheteur demande aux candidats de compléter le cadre de réponse technique annexé au présent CCTP afin de détailler les points suivants :

- Compréhension du contexte et des enjeux spécifiques de l'Acheteur,
- Conditions de réussite et risques de l'intervention,
- Méthodologie, dont calendrier d'exécution,
- Moyens humains mis en place.

Le candidat doit donner toutes les informations qu'il juge utiles pour la compréhension de son offre et de ses atouts. Ce cadre complété constitue son offre technique.

5. Garantie de résultats

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat. Celle-ci s'impose au Titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au présent marché. Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis par et pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au présent marché.

Le Titulaire s'oblige à assurer, en particulier :

- Une coopération étroite avec l'Acheteur ou tout tiers désignés par ses soins via des réunions hebdomadaires téléphoniques ou en visioconférence pour s'assurer du suivi de la démarche d'achat ;
- Le respect de ses engagements contractuels, dans les délais prévus ;
- La vérification de la teneur de tous les documents, informations, renseignements et éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation et à indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations ou un impact sur un tiers en lien avec le périmètre du présent marché ;
- La responsabilité de la désignation, de la quantité et de la qualification des ressources affectées ;
- L'exécution des opérations, sous sa responsabilité exclusive, avec l'effectif et l'assistance des ressources désignés dans sa proposition technique qu'il juge nécessaire à l'accomplissement des prestations du présent marché ;

- La réparation à ses frais dans les délais prescrits, des défaillances ou incidents dus à l'intervention de son personnel ;
- La tenue à jour et à disposition de la documentation technique ;
- Le respect de la confidentialité concernant les prestations.

Qualité de services

Le titulaire, autant que de besoin, doit adapter les moyens et les procédures à mettre en œuvre dont le choix relève de sa seule responsabilité, en tant que professionnel.

L'Acheteur attend du titulaire qu'il fasse preuve d'efficacité et de réactivité à l'égard des prestations demandées. Dans sa gestion des prestations, le titulaire doit veiller à ce que celles-ci ne subissent pas de rupture tant par les moyens matériels, que par les moyens humains.

L'Acheteur attend du titulaire une prestation de qualité répondant notamment aux caractéristiques suivantes :

- Caractère très opérationnel des propositions ;
- Sûreté et fiabilité des réponses ;
- Disponibilité et rapidité ;
- Pragmatisme des réponses.

Le titulaire a une obligation générale d'information, de conseil et de mise en garde. Le titulaire doit émettre son avis et ses remarques sur toutes les difficultés rencontrées. Le titulaire est tenu au secret professionnel, pendant la durée du marché et après son expiration.

Il doit prendre toute disposition afin d'éviter que ne soient divulgués les informations et/ou documents qui lui sont confiés.

En cas de violation de cette clause, l'Acheteur pourra résilier le marché à ses torts exclusifs sans indemnité et sans préjudice de poursuites éventuelles.

Forme des livrables

Les livrables, sous format informatique, devront être restitués au fur et à mesure de la prestation pour l'ensemble des documents, sous un format modifiable et réutilisable par l'Acheteur.

Le prestataire est tenu de faire tous les ajustements et modifications nécessaires demandées par l'Acheteur sur les livrables jusqu'à l'échéance du marché.

Les livrables deviennent propriété de l'Acheteur dès leur livraison

6. Suivi des prestations

Le directeur d'ÉLITE a la charge du suivi et de la validation des travaux du Titulaire.

En cas de modification, l'acheteur prévient le titulaire dans un délai convenable afin qu'il n'y ait pas de rupture dans le suivi.

Des instances de pilotage et de suivi technique pourront être mises en place dès le lancement afin d'assurer le déroulé fluide de l'intervention.

7. Ressources mises à disposition

a. Désignation d'un responsable de la conduite des prestations du marché

Le responsable de la conduite des prestations du présent marché est la personne dont le nom, la qualité et les coordonnées ont été renseignés par le Titulaire dans le cadre technique prévu.

Tout changement du responsable de la conduite des prestations en cours d'exécution du présent marché doit être agréé par l'Acheteur. Le Titulaire est tenu d'informer l'Acheteur dans un délai de 10 jours ouvrés précédents le changement effectif.

En cas de refus exprimé par l'Acheteur, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau responsable dans un délai de 5 jours ouvrés. L'Acheteur dispose également d'un délai de 15 jours pour récuser le nouveau responsable de la conduite des prestations du présent marché. Le Titulaire est alors tenu de proposer, dans un délai de 7 jours ouvrés, un nouveau responsable.

b. Mise en place d'une équipe dédiée et garantie de maintien des compétences

Le Titulaire s'engage à mettre en place, durant toute la durée d'exécution du présent marché, une équipe dont les intervenants disposent de profils, compétences, qualifications et niveau de séniorité au moins équivalents à ceux renseignés dans le cadre de son offre.

10 jours ouvrés après la notification du présent marché, le Titulaire soumet à l'Acheteur la composition de l'équipe affectée à la réalisation des prestations en détaillant, notamment, leurs périmètres d'intervention respectifs.

8. Garantie de continuité des prestations

Le Titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses intervenants pendant toute la durée d'exécution du marché. Il s'engage également à associer, durant les travaux relatifs à l'accompagnement au changement, les agents et intervenants désignés par l'Acheteur.

Les salariés du Titulaire demeurent, pour la réalisation des prestations, sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'Acheteur ne peut en aucun cas se substituer au Titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligation d'employeur. Dès lors, le Titulaire emploie et rémunère les membres de son personnel sous sa responsabilité exclusive au regard des obligations fiscales et sociales en vigueur au jour de la signature du présent marché.